

ROYAUME DU MAROC
HAUT COMMISSARIAT AU PLAN

BUDGET ECONOMIQUE
PREVISIONNEL 2006

Janvier 2006

SOMMAIRE

RESUME.....	1
1. L'environnement international.....	5
2. La croissance économique nationale révisée de 2005	7
3. Les perspectives économiques nationales en 2006.....	8
3.1.Les hypothèses sous tendant les prévisions	8
3.2.La croissance économique	9
3.2.1. Le secteur non-agricole : activités secondaires et tertiaires	10
3.2.2. Le secteur primaire	11
3.3.- Les composantes du Produit Intérieur Brut	13
3.3.1.La consommation finale nationale.....	13
3.3.2.L'investissement Brut	14
3.3.3.Le commerce extérieur	15
3.4.La contribution des composantes du PIB à la croissance	16
3.5.Le financement de l'économie en 2006	16
3.5.1.Le revenu national brut disponible et l'épargne	16
3.5.2.Les finances publiques.....	17
3.5.3.Les finances extérieures.....	18
3.5.4.La masse monétaire et ses contreparties	18
ANNEXES	19

RESUME

Le budget économique prévisionnel 2006, élaboré par le Haut Commissariat au Plan, s'inscrit, comme c'est la règle dans ce type d'exercice, dans le cadre des dispositions de la loi de finances adoptée par le parlement et des politiques économiques et sociales arrêtées par le gouvernement. Il tient, également, compte des évolutions qui ont marqué l'environnement économique national et international durant le dernier semestre de l'année 2005 et de celles attendues en 2006.

Il convient, tout d'abord, de rappeler que les travaux de suivi de la conjoncture menés par le Haut Commissariat au Plan ont révélé que l'activité économique nationale, a connu un regain de dynamisme durant la deuxième moitié de 2005 de nature à améliorer le taux prévisionnel de croissance annuelle pour le porter à 1,6%. Cette croissance constitue la base des présentes prévisions pour 2006.

L'année 2006 serait marquée par des perspectives plus favorables aussi bien internationales que nationales.

Les perspectives économiques internationales devraient s'améliorer au cours de cette année, et ce, malgré le renchérissement du cours moyen du pétrole brut estimé à 61,7 \$/baril au lieu de 54,2 \$ en 2005. Dans ce contexte, la zone Euro, principal partenaire commercial du Maroc, devrait connaître une légèrement progression de sa croissance, profitant notamment d'une amélioration de sa compétitivité consécutive à une dépréciation prévue de l'euro par rapport au dollar américain. Le volume du commerce mondial, de son côté, s'accroîtrait de 7,4% en 2006 au lieu de 7% en 2005, favorisé par la maîtrise de l'inflation aux environs de 2% dans les économies avancées.

Les perspectives nationales en 2006 s'inscriraient, quant à elle, dans un sentier de performances améliorées de l'activité économique tirée par les programmes d'investissement mis en chantier par les pouvoirs publics, les actions entreprises en faveur des initiatives privées, le dynamisme du tourisme et du BTP ainsi que par une bonne tenue de la formation brute de capital fixe (FBCF).

C'est ainsi que le Produit Intérieur Brut (PIB) non agricole réel s'inscrirait en hausse de 4,1% en 2006, et que pour les seules activités marchandes non agricoles (secteur secondaire et services marchands, non compris les droits et taxes sur importations), la croissance se situerait à 4,9% au lieu d'une moyenne annuelle de 3,8% durant la période 2000-2005.

Les services marchands, tirant profit des performances des activités de tourisme, de télécommunications, de commerce, de transports et des activités financières, réaliseraient une valeur ajoutée en progression de 5%. Quant au secteur secondaire (mines, industries, énergie, bâtiment et travaux publics (BTP)), il enregistrerait, globalement, une croissance de 4,7%, profitant essentiellement de l'essor que connaît le secteur du BTP et les activités minières.

Parallèlement, le secteur primaire, sous l'hypothèse de conditions climatiques aussi favorables que le laisse présager les précipitations enregistrées jusqu'au mois de janvier, réaliserait une récolte céréalière de 67 millions de quintaux et un accroissement de sa valeur ajoutée d'environ 12,8%.

Dans ces conditions, le Produit Intérieur Brut réel (y compris le secteur primaire) s'accroîtrait de près de 5,2% en 2006 au lieu de 1,6% estimé pour 2005. Toutefois, si les conditions climatiques restent au cours du printemps aussi favorable qu'elles l'ont été en automne, la campagne agricole 2005-2006 pourrait être meilleure et se solder par une production céréalière de l'ordre de 75 millions de quintaux. La valeur ajoutée du secteur primaire pourrait, alors, connaître une hausse de l'ordre de 16%, et le Produit Intérieur Brut de plus de 5,7%.

En restant dans le cadre de la prévision de croissance de 5,2%, et au niveau des emplois du PIB réel, la consommation finale des ménages résidents s'accroîtrait de 6,5% en 2006 au lieu de 1,7% en 2005. De même l'investissement brut, composé de la formation brute de capital fixe et de la variation des stocks, poursuivrait sa tendance à la hausse entamée depuis quelques années et progresserait de 5,5%. Quant à la consommation finale des administrations publiques, sa progression réelle serait limitée à 1,5% en 2006, en raison des départs volontaires des fonctionnaires à la retraite au courant de l'année 2005 entraînant une légère baisse des coûts de production des services publics.

Sur le plan des échanges extérieurs, la balance commerciale, en déséquilibre structurel, enregistrerait un déficit de près de 19,6% du PIB en 2006 contre 18,6% en 2005. Les importations de marchandises en valeur progresseraient de 9,2% en 2006 contre 13% en 2005, alors que les exportations s'accroîtraient de 5,3% contre 5,5%, respectivement. Le taux de couverture poursuivrait ainsi sa tendance baissière, passant de 55,7% en 2004 à 52% en 2005 et à 50,2% en 2006. En tenant compte de la balance des services, notamment les recettes de voyages, le déficit en ressources s'élèverait à 8,7% du PIB au lieu de 8% en 2005 et 6,2% en 2004.

Cependant, les transferts des revenus des facteurs contribueraient largement à la couverture de ce déficit. Le compte des revenus des investissements au niveau des finances extérieures serait de moins en moins déficitaire en raison de la baisse continue des paiements d'intérêts conséquence de la gestion active de la dette extérieure. De même, le rapatriement de l'épargne des marocains résidents à l'étranger continuerait sa progression des dernières années.

L'importance des revenus nets des facteurs en provenance du reste du monde, confrontée à la hausse de la consommation finale nationale, devrait porter le niveau de l'épargne nationale à 26,4% du PIB en 2006, sensiblement le même que celui estimé pour 2005. L'investissement brut, pour sa part, représenterait 26% du PIB en 2006 au lieu de 25,2% en 2005.

Le taux d'investissement devrait rester dans une tendance ascendante face à une épargne nationale restée relativement stable. Cette tendance devrait entraîner une baisse de l'excédent du compte épargne-investissement qui représenterait 0,4% du PIB en 2006 au lieu de 1% en 2005 et 2,2% en 2004.

S'agissant des finances publiques, celles-ci enregistreraient selon les données de la loi de finances 2006, un déficit global de l'ordre de 3,2% du PIB au lieu de 5,3% estimé pour 2005¹.

La masse monétaire, de son côté, s'accroîtrait de 8,6% en 2006, soit un rythme plus élevé que celui du PIB nominal, de l'ordre de 7,5%. Il en découlerait une légère augmentation du taux de liquidité, qui atteindrait 103,7% au lieu de 102,7% en 2005. Cette situation n'aurait pas de répercussions préoccupantes sur l'évolution des prix intérieurs. L'inflation, appréhendée à travers le prix implicite du PIB, serait de 2,2% en 2006, soit sensiblement le même niveau estimé pour 2005.

Les développements détaillés de ces prévisions sont présentés dans la suite du document et dans les annexes.

¹ Ce dernier qui a dépassé largement l'objectif de 3,2% retenu par la loi de finances 2005, est attribué à une expansion notable de certaines rubriques des dépenses ordinaires, en particulier, les dépenses de soutien aux prix à la consommation des produits pétroliers et les dépenses supplémentaires engendrées par le départ anticipé à la retraite

1. L'environnement international²

La croissance de l'économie mondiale pour 2006 serait de 4,3%, soit le même niveau estimé pour 2005. Toutefois, cette évolution reste marquée par des écarts de croissance entre les régions économiques. Les fortes hausses des cours sur les marchés pétroliers ainsi que des prix des matières premières ont freiné la reprise de certaines économies, comme celles de l'Europe continentale, alors que d'autres pays développés ont su faire face au choc pétrolier, en témoigne leur capacité à maintenir la stabilité des prix intérieurs sans compromettre l'activité économique dans son ensemble.

Ainsi, l'économie américaine, malgré l'intensité des ouragans et les ruptures d'approvisionnement énergétique, réaliserait une croissance de 3,3% en 2006, profitant de l'évolution favorable de la demande intérieure et de la progression de la production à un rythme soutenu, induite par une hausse de la productivité. L'activité économique au Japon, quant à elle, poursuivrait sa croissance avec un rythme de 2% en 2006, suite à l'expansion de la demande intérieure privée sous l'effet des bénéfices élevés réalisés par les entreprises et des réformes engagées dans le secteur financier.

La zone Euro, pour sa part, renouerait avec la croissance après les contres performances enregistrées durant l'année 2005, en liaison avec le recul de sa compétitivité suite à l'appréciation de l'euro par rapport au dollar américain. La croissance économique se situerait à 1,8% en 2006 au lieu de 1,2% en 2005, en raison essentiellement de l'amélioration de l'investissement des entreprises et de la relance de la consommation des ménages. Cette reprise pourrait bénéficier également de la dépréciation, observée ces derniers mois, de l'euro par rapport au dollar.

En Asie, la Chine enregistrerait une légère baisse du rythme de sa croissance économique qui s'établirait à 8,2% en 2006 au lieu de 9% en 2005. Si l'on tient compte de la récente révision du PIB chinois pour l'année 2004, faisant ressortir une amélioration de la part des services dans le PIB et engendrant une

² World Economic Outlook septembre-2005: Fonds Monétaire International (FMI)

croissance réelle à deux chiffres³, ce pays pourrait, à court terme, hausser davantage son rang dans le classement des puissances économiques mondiales. Au niveau de l'Afrique, les perspectives économiques seraient marquées également par une tendance à la hausse du rythme de croissance qui atteindrait 5,9% en 2006 au lieu de 4,5% en 2005.

Sur le plan des échanges internationaux, le volume du commerce mondial s'accroîtrait de 7,4% en 2006 au lieu de 7% en 2005. Cette amélioration serait due essentiellement à la progression de la demande des économies avancées dont le rythme d'augmentation passerait de 5,4% en 2005 à 5,8% en 2006. La reprise prévue pour 2006 serait confortée par la maîtrise de l'inflation qui devrait se situer aux environs de 2% dans les pays développés, et ce, malgré le renchérissement des cours du pétrole brut estimé à 61,7\$/baril en 2006 selon le FMI au lieu d'un cours moyen de 54,2\$ en 2005.

L'Asie émergente, en particulier la Chine, demeurerait le principal moteur des échanges internationaux. Quant à la contribution de la zone Euro au développement du commerce international, elle se renforcerait davantage durant les années à venir en liaison, notamment avec l'amélioration de sa croissance économique.

L'évolution du contexte international, ci-dessus exposé, ne manquerait pas d'influer sur les perspectives économiques nationales en 2006.

³ Bureau National des Statistiques de la Chine; Décembre 2005

2. La croissance économique nationale révisée de 2005

Les travaux de suivi et d'analyse conjoncturelle menés par le Haut Commissariat au Plan font ressortir un regain de dynamisme de certaines activités sectorielles durant la deuxième moitié de 2005.

Ainsi, les prévisions de croissance économique établies initialement pour 2005 ont été révisées légèrement à la hausse, soit 1,6% au lieu de 1,2%. Les réalisations de la campagne agricole 2004-2005 ont été inférieures aux récoltes d'une année agricole moyenne et la parité euro-dollar ainsi que la demande mondiale adressée au Maroc ont pris une tendance baissière. Parallèlement, les cours du pétrole brut ont été révisés à la hausse selon le rapport du Fonds Monétaire International, publié au mois de septembre de cette année, lequel retient un cours moyen de 54,2 \$/baril.

Toutefois, cette croissance économique globalement modeste occulte une consolidation des réalisations des secteurs non-agricoles. En fait, tenant compte des informations infra-annuelles émanant du suivi conjoncturel des activités sectorielles de l'économie nationale, la croissance réelle du PIB non agricole serait de 4,7% en 2005. Pour les activités non-agricoles marchandes (secteur secondaire et services marchands), ce taux serait de 5%.

Quant au secteur primaire (agriculture, sylviculture et pêche), il réaliserait selon les estimations une valeur ajoutée en volume en régression de 15,4% en 2005 et sa part dans le PIB ne serait que de 12,7% au lieu de 15,3% en 2004.

Il est à préciser, par ailleurs, que l'élaboration des comptes de la nation sur la base du système de 1993 entraînera des changements dans les concepts de définition des agrégats de la comptabilité nationale. A titre d'exemple, on citera, en particulier, le traitement comptable des départs volontaires qui engendrera des différences au niveau de la croissance relative au secteur des Administrations Publiques, estimée dans ce document selon l'ancien système (à base de 1980).

Au niveau des composantes du PIB réel, la consommation finale nationale serait inscrite en hausse de 2,5% en 2005 au lieu de 4,2% une année auparavant. Ce ralentissement serait dû, essentiellement, à la baisse de la consommation des ménages résidents en liaison avec les résultats défavorables de la campagne agricole 2004-2005.

L'investissement brut, pour sa part, serait en hausse de 0,5%, faisant suite à un fléchissement prévu des stocks pour cette année. Néanmoins, la FBCF s'inscrivant dans sa ligne ascendante des dernières années, enregistrerait une hausse réelle de 5,4% et représenterait en terme nominal 25,5% du PIB en 2005 au lieu de 24,6% en 2004.

Sur le plan des échanges extérieurs, le déficit commercial devrait s'aggraver davantage en passant de 15,8% du PIB en 2004 à 18,6% en 2005, en raison essentiellement de la hausse considérable de la facture pétrolière.

Sur la base de ces données, la contribution des différentes composantes du PIB à la croissance économique en 2005 serait différenciée. Ainsi, la contribution de la consommation finale nationale serait de 2 points alors que celle de l'investissement brut de 0,1 point et celle des exportations nettes serait de -0,5 point. En mettant l'accent sur la contribution de la FBCF, celle-ci serait de 1,2 points.

3. Les perspectives économiques nationales en 2006

3.1. Les hypothèses sous-tendant les prévisions

Les perspectives pour 2006 sont élaborées en tenant compte d'une série d'hypothèses ayant trait aux facteurs extérieurs, à la campagne agricole et aux finances publiques.

- Les facteurs extérieurs : En plus de la consolidation de la croissance économique mondiale en 2006, il est prévu le maintien des tensions sur les marchés pétroliers, accompagné d'une appréciation du dollar par rapport à l'euro dont la parité moyenne est estimée à environ 1,17. Il est à souligner, également, l'hypothèse de la poursuite des performances de l'activité

touristique nationale et le maintien du rythme de croissance des transferts des marocains résidents à l'étranger.

- La campagne agricole 2005-2006 : l'hypothèse retenue dans ce cadre porte sur la réalisation d'une production céréalière de 67 millions de quintaux, confortée par des productions en progression au niveau des autres cultures ainsi que par la reprise de l'activité de la pêche. Une hypothèse d'une production maximale de 75 millions de quintaux est esquissée donnant lieu à un intervalle dans lequel serait située la croissance économique en 2006.
- Les finances publiques : Les différentes dispositions quantitatives et qualitatives retenues dans la loi de finances 2006 sont prises en considération pour l'établissement du budget économique prévisionnel.

3.2.La croissance économique

Le Produit Intérieur Brut non agricole (activités secondaires et tertiaires) serait en hausse de 4,1% en 2006. En se limitant aux activités marchandes non agricoles (non compris les services non marchands des administrations publiques), la croissance se situerait à 4,9% au lieu d'une moyenne annuelle de 3,8% durant la période 2000-2005.

Parallèlement, le secteur primaire, sous l'hypothèse d'une campagne agricole 2005-2006 légèrement supérieure à la moyenne, compte tenu des précipitations enregistrées jusqu'au mois de janvier, connaîtrait un accroissement de sa valeur ajoutée réelle d'environ 12,8%.

De ce fait, le Produit Intérieur Brut (y compris le secteur primaire) s'accroîtrait de près de 5,2% en 2006 au lieu de 1,6% estimé pour 2005. Toutefois, si les conditions climatiques restent favorables au secteur agricole durant l'année en cours, à travers une pluviométrie mieux répartie dans le temps et dans l'espace, les réalisations de la campagne agricole 2005-2006 seraient plus élevées et pourraient atteindre une production céréalière de près de 75 millions de quintaux.

Dans ces conditions, la valeur ajoutée du secteur primaire serait en hausse de 16%, et par conséquent, la croissance du Produit Intérieur Brut serait d'environ 5,7% en 2006 au lieu de 5,2% prévue.

3.2.1. Le secteur non-agricole : activités secondaires et tertiaires

L'amélioration des activités non-agricoles concerne aussi bien le secteur secondaire que les services marchands. Ainsi, la croissance des activités marchandes non agricoles (non compris les droits et taxes sur importations) serait de 4,9% en 2006.

Les activités secondaires (mines, énergie, industries manufacturières et BTP) réaliseraient une valeur ajoutée en amélioration de 4,7%. Plusieurs facteurs contribueraient à la consolidation de ce rythme de croissance. En premier lieu, l'investissement, notamment la FBCF, continuerait d'enregistrer des taux de progression dépassant 7%. En outre, la reprise économique caractérisant la zone Euro devrait consolider la demande extérieure adressée à certains secteurs d'activité au Maroc.

De même, les actions mises en œuvre ou celles programmées dans plusieurs domaines auraient un impact positif. Il est à souligner dans ce cadre le renforcement des infrastructures économiques de base et la mise en œuvre de nouvelles stratégies de développement dans plusieurs secteurs, en l'occurrence l'habitat et les travaux publics, qui sont de nature à créer un dynamisme de l'activité économique nationale en 2006.

Le secteur minier bénéficie d'une conjoncture favorable suite à une demande extérieure en hausse consécutivement à la signature de nouvelles conventions avec plusieurs pays en matière de ventes des phosphates.

L'activité du secteur de l'énergie profiterait, elle aussi, des actions menées en vue d'améliorer l'efficacité du secteur, la diversification des ressources énergétiques et l'exploitation optimale des énergies renouvelables. A cet égard, un plan gazier est mis en exécution afin d'assurer une meilleure gestion du

marché du gaz et la libéralisation du marché de l'électricité, ce qui permettrait une grande compétitivité au sein de la branche et par conséquent une augmentation de la production électrique.

L'activité du BTP continuerait également d'être stimulée par la poursuite des chantiers publics et privés dans le cadre des programmes de lutte contre l'habitat insalubre et du développement des infrastructures de base (autoroutes, ports, zones industrielles, aménagement touristique, etc.).

Par ailleurs, les services marchands, qui dépendent en partie du dynamisme des autres secteurs, réaliseraient une croissance de 5,0% en 2006, confirmant ainsi la relance entamée depuis quelques années. Ce résultat serait appuyé notamment par la consolidation des performances des activités touristiques, des télécommunications et des transports, ainsi que par la vigueur des activités commerciales et financières. L'élimination progressive des droits de douane, conformément aux accords commerciaux et de libre échange, la libéralisation du transport aérien, le lancement de nouveaux chantiers touristiques ainsi que l'émergence de nouveaux modes et capacités de commercialisation du produit touristique constituent des facteurs déterminants de cette relance.

3.2.2. Le secteur primaire

Le secteur primaire, dont les récoltes des principales cultures céréalières seraient de près de 67 millions de quintaux durant la campagne 2005-2006, dégagerait une valeur ajoutée réelle en amélioration de 12,8% en 2006 au lieu d'une baisse de 15,4% estimée pour l'année 2005. Les superficies cultivées, à fin décembre 2005, ont atteint le niveau de la campagne précédente et la pluviométrie enregistrée jusqu'au mois de Janvier est caractérisée par une répartition spatiale et temporelle favorable au développement des différentes cultures.

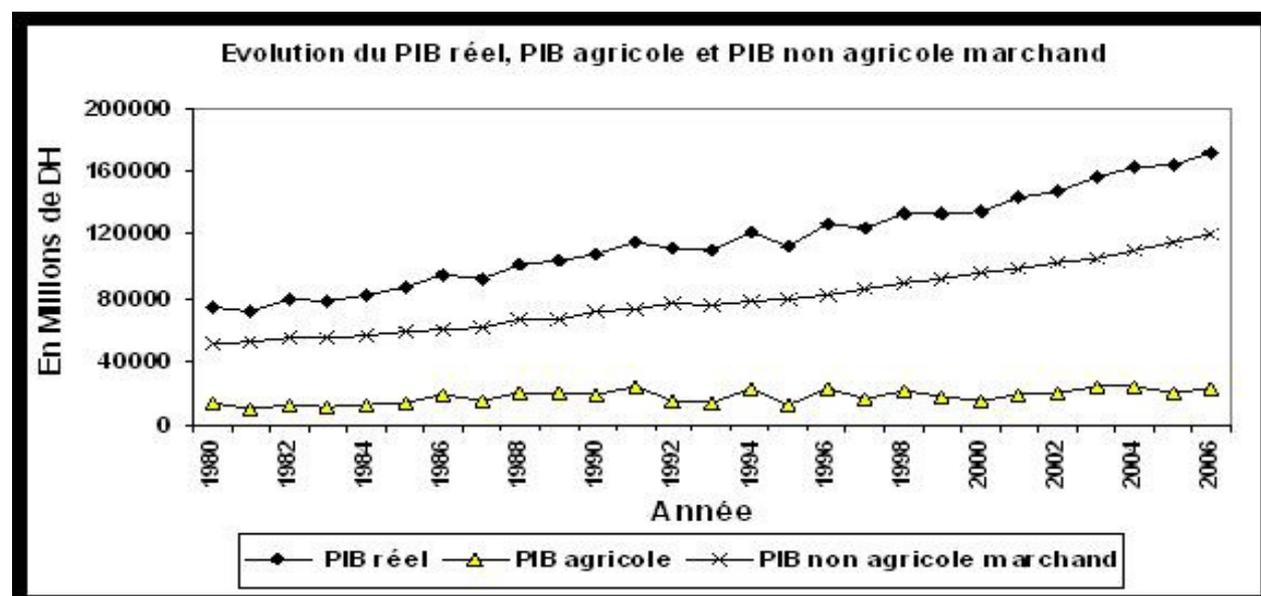
Le secteur de la pêche, de son côté, devrait tirer profit des actions menées pour le renforcement de sa compétitivité ainsi que des retombés bénéfiques émanant du renouvellement de l'accord de pêche avec l'Union européenne. De même, la contribution de l'élevage à l'accroissement de la valeur ajoutée agricole serait

renforcée, notamment, par l'amélioration des pâturages suite aux bonnes conditions climatiques et par la progression de l'investissement en bétail.

Prévisions de croissance économique

Rubriques	2003		2004		2005*		2006*	
	Crois. En %	En % du PIB	Crois. en %	En % du PIB	Crois. en %	En % du PIB	Crois. en %	En % du PIB
Secteur primaire	18,0	15,7	1,9	15,3	-15,4	12,7	12,8	13,7
PIB non agricole	3,5	84,3	4,7	84,7	4,7	87,3	4,1	86,3
-Secteur secondaire	2,6	29,4	4,9	29,6	5,4	30,7	4,7	30,6
-Secteur tertiaire	4,0	54,9	4,5	55,1	4,3	56,6	3,7	55,7
Dont services marchands	2,9	16,9	4,2	16,7	4,6	17,0	5,0	16,1
PIB (à prix constants)	5,5	100,0	4,2	100,0	1,6	100,0	5,2	100,0
PIB (à prix courants)	5,5	-	5,8	-	3,9	-	7,5	-

*:Estimations et perspectives établies par le Haut Commissariat au Plan (HCP)

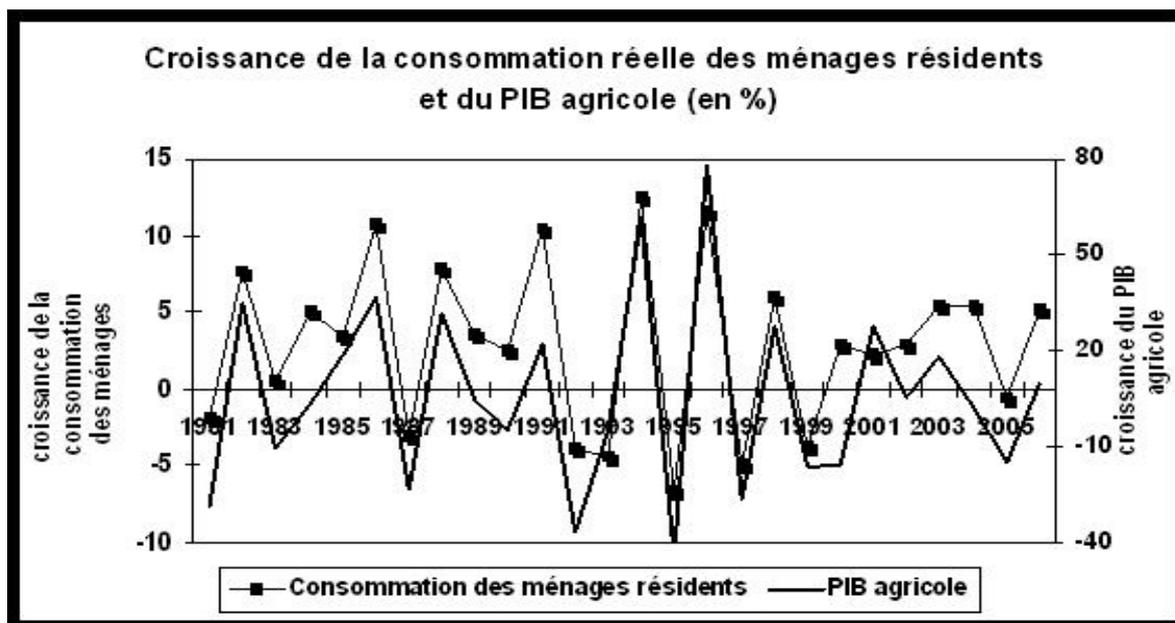


3.3.- Les composantes du Produit Intérieur Brut

3.3.1. La consommation finale nationale

La consommation finale nationale (consommation des ménages résidents et consommation des administrations publiques) enregistrerait une hausse réelle de 5,1% en 2006, niveau largement supérieur à celui estimé pour 2005 qui est de l'ordre de 2,5%. Ce résultat serait dû, principalement, à la consommation finale des ménages résidents qui connaîtrait une augmentation de 6,5% en 2006 au lieu de 1,7% en 2005, en raison essentiellement de la consolidation des performances des activités marchandes et de l'amélioration prévisible de la production agricole.

Quant à la consommation finale des administrations publiques, elle connaîtrait une décélération de son rythme de croissance qui se situerait à 1,5% en 2006 au lieu d'une moyenne annuelle de 4,8% durant la période 2002-2005, suite notamment au repli de la masse salariale induit par les départs volontaires.



3.3.2. L'investissement Brut

L'investissement brut poursuivrait sa tendance à la hausse entamée depuis quelques années et s'accroîtrait de 5,5% en volume en 2006. Ce résultat serait imputable au bon comportement de l'activité du BTP à travers, essentiellement, le lancement de nouveaux projets d'habitat social et économique et la poursuite des projets d'infrastructures programmés pour cette année (autoroutes, ports et aménagement de nouvelles zones touristiques). En terme nominal, l'investissement brut réaliserait une amélioration de près de 10,8% en 2006 et représenterait 26% du PIB au lieu de 25,2% en 2005. Cette amélioration serait due à la consolidation de la croissance, à l'effet du démantèlement tarifaire pour les biens d'équipement importés de l'Union européenne ainsi qu'aux actions mises en œuvre pour promouvoir l'environnement des affaires, notamment le renforcement du cadre institutionnel et réglementaire.

Dans ce cadre, le secteur public contribuerait considérablement à l'amélioration de l'investissement brut. Le montant prévu à cet égard avoisine 86,8 milliards de DH, soit une expansion de 15,2% par rapport à la loi de finances 2005. La répartition de ce montant se présente comme suit : le Budget de l'Etat (21,5 milliards DH), les entreprises publiques y compris les SEGMA et les comptes spéciaux du Trésor (55,8 milliards DH), les collectivités locales (6 milliards DH) et le Fonds Hassan II pour le développement économique et social (3,5 milliards DH).

Ces investissements permettront de mettre en place des infrastructures de base orientées vers les besoins de la population et des activités de production, notamment dans les domaines de l'eau, de l'électricité, de l'enseignement, de la santé, des équipements hydro-agricoles, des routes, des barrages, des ports, des transports, des télécommunications, de la formation professionnelle, etc.

Dans ce cadre des projets d'envergure sont ainsi mis en exécution dont particulièrement, le complexe portuaire Tanger-Méditerranée, le programme autoroutier relatif aux liaisons Settat-Marrakech, Tétouan-Fnideq, Marrakech-Agadir, la rocade méditerranéenne Tanger-Saïdia (Tronçons Al hoceima-Ras

Afrou et Al hoceima-El jebha), La ligne ferroviaire Taourirt-Nador, la connexion ferroviaire du complexe portuaire Tanger-Méditerranée, l'aménagement de l'embouchure de l'Oued Bou Regreg, l'aménagement des stations touristiques balnéaires dans le cadre du Plan Azur, les infrastructures sportives (stades d'Agadir, de Tanger et de Marrakech), etc.

3.3.3. Le commerce extérieur

Les échanges extérieurs du Maroc resteraient tributaires d'un certain nombre de facteurs en 2006 dont essentiellement la hausse des cours du pétrole, l'évolution des principales devises étrangères, notamment la parité euro-dollar et le comportement de la demande mondiale adressée au Maroc. Ils dépendraient également de la capacité des entreprises marocaines à relever les défis de la compétitivité, aussi bien sur le marché intérieur que sur le marché extérieur, et à tirer profit des opportunités offertes par les accords de partenariat établis entre le Maroc et d'autres pays et entités économiques.

Dans ce contexte, les exportations de marchandises en volume devraient augmenter de 4% en 2006 alors que les importations de marchandises seraient en hausse d'environ 5%. En terme nominal, l'augmentation serait de 5,3% et 9,2% respectivement pour les exportations et les importations. Cette évolution différenciée se traduirait par une baisse du taux de couverture qui atteindrait 50,2% en 2006 au lieu de 52% en 2005 et 55,7% en 2004. De même, le taux de pénétration, qui exprime la part de la demande intérieure satisfaite par les importations et qui renseigne sur l'intensité de la concurrence livrée par les produits étrangers aux produits domestiques, se situerait à 32,9% en 2006 contre 32,6% en 2005 et 30,7% en 2004.

En prenant en considération les services, notamment les voyages, et en excluant les admissions temporaires sans paiements, les exportations s'accroîtraient de 5,8% en volume et les importations de 5,7%. En terme nominal, les exportations de biens et services s'amélioreraient de 8,0% en 2006, et ce, sous l'hypothèse d'une consolidation de la performance de l'activité touristique, se traduisant par une augmentation des recettes voyages de plus de 12%. Les importations, quant à elles, seraient en hausse de près de 9,8% en 2006 sous l'effet du maintien des

cours du pétrole brut aux environs de 61,7 \$/baril. En conséquence, le déficit en ressources s'établirait à 8,7% en 2006 au lieu de 8% en 2005 et 6,2% en 2004.

3.4. La contribution des composantes du PIB à la croissance

La contribution de la demande finale nationale à la croissance du PIB serait déterminante en 2006. Ainsi, la hausse prévisible de la consommation finale réelle des ménages résidents se traduirait par une amélioration de sa contribution à la croissance économique, qui serait de 3,7 points au lieu d'une contribution de 1 point estimée pour 2005. Ceci serait attribuable, comme il est souligné plus haut, à la consolidation prévisible de la croissance des activités secondaires et tertiaires, conjuguée à l'hypothèse d'une année agricole légèrement supérieure à la moyenne qui devrait générer une hausse sensible de la consommation en produits agricoles.

La contribution de la consommation des administrations publiques, au PIB accuserait, quant à elle, une légère baisse, en se situant à 0,3 point au lieu de 1 point estimé pour 2005, sous l'effet des départs volontaires. Pour sa part, l'investissement brut contribuerait de 1,2 point à la croissance économique au lieu de 0,1 point en 2005, et ceci en raison notamment, de la contribution consolidée de la FBCF (1,1 point) et de la reconstitution des stocks (0,1 point) en 2006. Pour ce qui est du commerce extérieur (biens et services), sa contribution nette à la croissance économique serait de -0,2 point en 2006.

3.5. Le financement de l'économie en 2006

3.5.1. Le revenu national brut disponible et l'épargne

Le revenu national brut disponible, composé du PIB nominal et des revenus nets en provenance du reste du monde, enregistrerait une amélioration de l'ordre de 7,6% en 2006 au lieu de 4,4% en 2005. Ce résultat serait attribuable à la consolidation de la croissance économique des activités non-agricoles marchandes, à l'hypothèse d'une année agricole moyenne préservant les revenus des agriculteurs ainsi qu'au bon comportement des transferts privés, notamment, ceux effectués par les marocains résidents à l'étranger qui maintiendraient leur

tendance à la hausse et constitueraient, de ce fait, une source importante de financement pour l'économie nationale.

Cette situation serait, également, renforcée par la baisse des flux nets négatifs liés aux paiements d'intérêts de la dette extérieure suite à la gestion active de la dette publique.

Parallèlement, la consommation finale nationale en valeur réaliserait une augmentation de 7,4% en 2006 qui, confrontée à l'accroissement du PIB nominal de 7,5%, fait ressortir une épargne intérieure représentant 17,3% du PIB au lieu de 17,2% en 2005. Ceci serait insuffisant pour couvrir les perspectives en matière d'investissement dont le taux atteindrait 26% en 2006.

Toutefois, l'ampleur des revenus nets en provenance du reste du monde permettrait de combler le déficit en ressources intérieures et de dégager une épargne nationale, représentant 26,4% du PIB en 2006. Le compte épargne-investissement, se traduirait, en conséquence, par un excédent de financement de l'ordre de 0,4% du PIB en 2006 au lieu de 1% en 2005 et 2,2% en 2004.

3.5.2. Les Finances publiques

La situation des finances publiques présentée dans ce budget économique est établie à partir des prévisions de dépenses et de recettes retenues dans la loi de finances 2006. Elle prend en considération les facteurs qui ont marqué l'exécution budgétaire en 2005, notamment, l'expansion des recettes fiscales et des dépenses de fonctionnement par rapport aux prévisions de la loi de finances 2005.

Globalement les recettes courantes (non compris la part de la TVA affectée aux collectivités locales) représenteraient 23,8% du PIB en 2006 au lieu de 24,4% en 2005. Les recettes fiscales, malgré les révisions opérées sur la structure de certains impôts notamment la taxe sur la valeur ajoutée, atteindraient 19,8% du PIB, soit une légère baisse par rapport à son niveau de 2005, estimé à 20,8%.

Par ailleurs, les dépenses courantes, après avoir enregistré une hausse notable en 2005 en raison de l'enveloppe budgétaire allouée à l'indemnisation des départs volontaires, elles connaîtraient une baisse considérable en 2006. Elles atteindraient

23,3% du PIB au lieu de 26,2% en 2005. Les dépenses relatives aux traitements et salaires des fonctionnaires de l'Etat passeraient de 12,9% du PIB en 2005 à près de 12,0% en 2006 et les dépenses en biens et services non salariés de 7,6% à 5,9% respectivement en 2005 et 2006.

Cette évolution divergente des recettes et des dépenses engendrerait une amélioration de l'épargne du Trésor, qui s'établirait à 2,6% du PIB en 2006 au lieu de 0,3% en 2005. S'agissant des dépenses d'investissement, celles-ci s'accroîtraient de 7,4%, représentant ainsi 4,6% du PIB en 2006 au lieu de 3,9% en 2005. En conséquence, le déficit budgétaire serait de 3,2% en 2006 au lieu de 5,3% en 2005.

3.5.3. Les finances extérieures

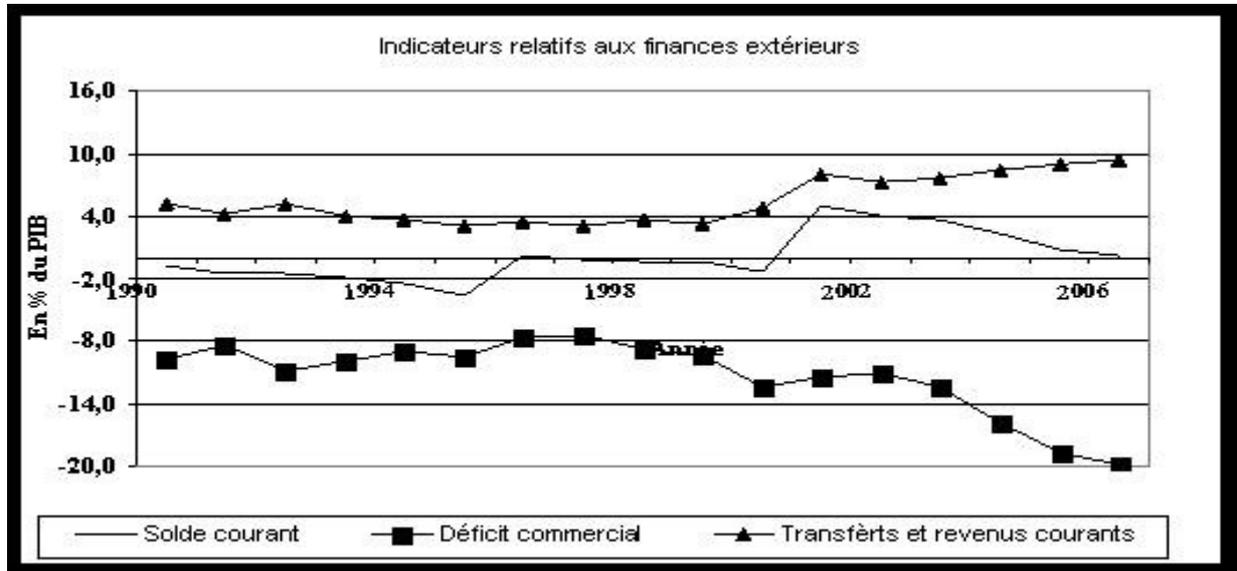
La balance des paiements serait marquée par une aggravation du déficit commercial, qui passerait de 18,6% du PIB en 2005 à 19,6% en 2006. La balance des services, qui tient compte des recettes de voyages, serait excédentaire, mais elle ne comblerait qu'une partie du déficit commercial. En conséquence, le solde du compte des ressources serait déficitaire de l'ordre de 8,7% du PIB au lieu de 8% en 2005 et 6,2% en 2004.

Cependant, la gestion active de la dette extérieure, engendrant une baisse progressive des paiements d'intérêts, conjuguée à la consolidation du rythme d'accroissement des transferts des marocains résidents à l'étranger, couvrirait la totalité du déficit en ressources mais ne dégagerait qu'un excédent de la balance courante d'environ 0,4% du PIB en 2006 au lieu de 1% en 2005 et 2,2% en 2004.

3.5.4. La masse monétaire et ses contreparties

La masse monétaire, approchée par l'agrégat M3, serait en hausse de 8,6% en 2006. La croissance économique nominale ne dépasserait pas 7,5%, ce qui fait ressortir une légère augmentation du taux de liquidité qui atteindrait 103,7% contre 102,7% estimé pour 2005. Cette situation n'aurait pas de répercussions préoccupantes sur l'évolution des prix intérieurs. L'inflation, appréhendée à travers le prix implicite du PIB, serait de 2,2% au lieu de 2,3% en 2005, et ce

malgré une conjoncture internationale défavorable, se traduisant par une accentuation de l'inflation importée.



ANNEXES

ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Croissance économique (en %)

Pays ou groupe de pays	2003	2004	2005	2006
-Monde	4,0	5,1	4,3	4,3
-Economies avancées	1,9	3,3	2,5	2,7
-Etats-Unis	2,7	4,2	3,5	3,3
-Zone Euro	0,7	2,0	1,2	1,8
-Japon	1,4	2,7	2,0	2,0
- Pays en développement	6,5	7,3	6,4	6,1
- Afrique	4,6	5,3	4,5	5,9
- Asie	8,1	8,2	7,8	7,2
Dont la Chine	9,5	9,5	9,0	8,2

Source: : World Economic Outlook septembre 2005 (FMI)

Evolution des prix et du commerce mondial (en %)

Rubriques	2003	2004	2005	2006
Prix à la consommation :	1,8	2,0	2,2	2,0
-Economies avancées				
- Pays émergents et en développement	6,0	5,8	5,9	5,7
Commerce mondial en volume	5,4	10,3	7,0	7,4
Cours moyen du pétrole brut (en \$ USA)	28,9	37,8	54,2	61,7

Source: World Economic Outlook- septembre 2005 (FMI)

ECONOMIE NATIONALE

PRODUIT INTERIEUR BRUT (PIB) (Millions DH de 1980)

Secteurs	2003	2004	2005*	2006*
Secteur Primaire	24446	24911	21074	23772
Variation en %	18,0	1,9	-15,4	12,8
Secteur non agricole	131694	137856	144314	150184
Variation en %	3,5	4,7	4,7	4,1
Secondaire	45962	48230	50834	53224
Variation en %	2,6	4,9	5,4	4,7
Tertiaire	85732	89626	93480	96960
Variation en %	4,0	4,5	4,3	3,7
PIB en volume	156141	162766	165388	173956
Variation en %	5,5	4,2	1,6	5,2
Variation du prix implicite du PIB	-0,1	1,5	2,3	2,2
PIB en valeur	419485	443673	461188	495749
Variation en %	5,5	5,8	3,9	7,5

* : Estimations et prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan

STRUCTURE DU PIB REEL

(en %)

Secteurs	2003	2004	2005*	2006*
Primaire	15,7	15,3	12,7	13,7
Secondaire	29,4	29,6	30,7	30,6
Tertiaire	54,9	55,1	56,6	55,7

* : Estimations et prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan

EQUILIBRE DU PIB

(En millions de dirhams courants)

RUBRIQUES	2003	2004	2005*	2006*
PIB	419485	443673	461188	495749
	5,5	5,8	3,9	7,5
Consommation finale nationale	335827	361002	381945	410219
	5,2	7,5	5,8	7,4
-Ménages (résidents)	247714	267952	278194	304394
	3,6	8,2	3,8	9,4
-Administrations Publiques	88113	93050	103751	105826
	10,2	5,6	11,5	2,0
FBCF	100498	109083	117701	126528
	10,3	8,5	7,9	7,5
Variation des stocks	584	2033	-1500	2172
Exportations (B&S)	117023	127328	141345	152636
	1,6	8,8	11,0	8,0
Importations (B&S)	134447	155774	178303	195807
	4,8	15,9	14,5	9,8

* : Estimations et prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan

EQUILIBRE DU PIB
(Croissance réelle en %)

RUBRIQUES	2003	2004	2005*	2006*
PIB	5,5	4,2	1,6	5,2
Consommation finale nationale :	3,6	4,2	2,5	5,1
-Ménages (résidents)	2,5	4,5	1,7	6,5
-Administrations Publiques	6,7	3,5	4,5	1,5
FBCF	14,1	4,0	5,4	5,0
Exportations B&S	-1,7	8,1	7,2	5,8
Importation B&S	2,9	10,8	8,0	5,7

* : Estimations et prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan

CONTRIBUTION DES AGREGATS
DE LA DEMANDE FINALE A LA CROISSANCE
(En %)

RUBRIQUES	2003	2004	2005*	2006*
PIB	5,5	4,2	1,6	5,2
Consommation Finale	2,9	3,3	2,0	4,1
-Ménages Résidents	1,4	2,6	1,0	3,7
-Administrations Publiques	1,5	0,8	1,0	0,3
FBCF	2,9	0,9	1,2	1,1
Exportations B&S	-0,6	2,4	2,2	1,9
Importation B&S	-0,9	-3,4	-2,7	-2,1

* : Estimations et prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan

CONSOMMATION FINALE NATIONALE
(Millions de dirhams courants)

RUBRIQUES	2003	2004	2005*	2006*
PIB	419485	443673	461188	495749
Revenu National Brut Disponible	452147	481951	502931	540946
Consommation finale nationale	335827	361002	381945	410219
Epargne intérieure en % du PIB	19,9	18,6	17,2	17,3
Epargne Nationale en % du RNBD	25,7	25,1	24,1	24,2

* : Estimations et prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan

COMPTE EPARGNE-INVESTISSEMENT
En % du PIB

Rubriques	2003	2004	2005*	2006*
Investissement brut	24,1	25,0	25,2	26,0
Epargne intérieure	19,9	18,6	17,2	17,3
Revenus nets en provenance du reste du monde	7,8	8,6	9,1	9,1
Epargne nationale	27,7	27,3	26,2	26,4
Solde de financement	3,6	2,2	1,0	0,4

* : Estimations et prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan

PERSPECTIVES DES FINANCES PUBLIQUES
(non compris TVA des collectivités locales)
(en % du PIB)

Rubriques	2003	2004	2005*	2006*
Recettes ordinaires	24,2	23,5	24,4	23,8
-Recettes fiscales	19,9	20,0	20,8	19,8
Dont Recettes fiscales directes	7,9	8,2	8,7	8,3
-Privatisations	1,5	1,2	1,5	1,0
Dépenses ordinaires	23,3	23,2	26,2	23,3
- Personnel	12,7	12,8	12,9	12,0
-Autres biens et services	5,2	5,2	7,6	5,9
- Intérêts de la dette	4,1	3,9	3,7	3,8
- Compensation	1,2	1,3	1,9	1,6
Solde courant	1,0	0,3	0,3	2,6
Dépenses d'équipement	4,7	4,6	3,9	4,6
Déficit global (-) base ordon.	-3,3	-3,5	-5,3	-3,2

* : Indicateurs calculés sur la base des données de la loi des finances 2006 (non compris les comptes spéciaux du trésor).

PERSPECTIVES DES FINANCES EXTERIEURES
(en % du PIB)

Rubriques	2003	2004	2005*	2006*
Solde commercial	-12,4	-15,8	-18,6	-19,6
Déficit en ressources	-4,0	-6,2	-8,0	-8,7
Solde courant	3,6	2,2	1,0	0,4
Taux de pénétration (M/(PIB+M-X))	28,8	30,7	32,6	32,9
Taux d'ouverture (X+M) / (PIB)	52,4	55,4	58,8	59,0

* : Estimations et prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan